

# Avec la mine au Nitaskinan, la réconciliation peut attendre



Photo: Mobilisation Matawinie Ekoni Aci «Depuis quelques jours, un groupe composé d'autochtones et d'allochtones a pris l'initiative de bloquer la route entre Saint-Michel-des-Saints et Manawan, afin de marquer son opposition à ce projet minier ainsi qu'aux coupes forestières en territoire atikamekw», écrit l'auteur.

## Pascal Vallières

Anthropologue de l'environnement, Université Laval

4 mars 2021 **Idées**  
Idées

*Lettre adressée à Benoit Charette, ministre de l'Environnement.*

Le 10 février, nous apprenions la décision de votre gouvernement de donner le feu vert au projet minier Matawinie, piloté par l'entreprise Nouveau Monde Graphite. Nous savons que le graphite issu de cette future mine sera essentiellement destiné à la fabrication des batteries au lithium-ion, nécessaires à la propulsion de la révolution électrique dans le domaine des transports promise par votre gouvernement comme solution technologique face à la crise climatique, comme cela a été

présenté dans le Plan pour une économie verte. Le peu d'ambition de ce plan quant aux objectifs de réduction de gaz à effet de serre ayant déjà été souligné par plusieurs commentateurs, je ne m'attarderai pas sur ce point.

En fait, ma préoccupation concerne principalement l'empressement avec lequel cet appui au projet de Nouveau Monde Graphite a été donné. N'aurait-on pas pu se garder une petite gêne et attendre au moins que l'ensemble des études environnementales demandées par le Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE) aient été livrées par l'entreprise ?

Vous n'êtes pas sans savoir que ce projet minier est situé dans le Nitaskinan, territoire ancestral revendiqué par la nation atikamekw. S'appuyant sur la Loi constitutionnelle de 1982 reconnaissant les droits ancestraux existants et les droits issus des traités, cette nation autochtone a adopté en 2014 une déclaration de souveraineté afin de faire valoir son droit à l'autonomie gouvernementale, en raison du manque d'avancement des négociations avec le gouvernement du Québec.

Même si la compagnie Nouveau Monde Graphite se targue d'avoir signé des ententes de pré-développement avec le conseil des Atikamekw de Manawan et le Conseil de la nation Atikamekw, force est de constater que ce projet minier est loin de faire l'unanimité au sein de la communauté de Manawan. Depuis quelques jours, un groupe composé d'autochtones et d'allochtones a pris l'initiative de bloquer la route entre Saint-Michel-des-Saints et Manawan, afin de marquer son opposition à ce projet minier ainsi qu'aux coupes forestières en territoire atikamekw. Ce groupe vise également à sensibiliser la population aux impacts environnementaux des activités en cours et futures, notamment en ce qui concerne la perte d'habitats pour la faune. En ce qui concerne l'acceptabilité sociale du projet minier, on repassera !

Le ministère de l'Environnement s'est doté d'une Direction des affaires autochtones, qui relève de la Direction de l'évaluation environnementale des projets nordiques et miniers. Quelles étaient les recommandations de vos fonctionnaires par rapport à ce projet, M. Charette ? Leur devoir de réserve les empêche de se prononcer sur la place publique, mais il y a fort à parier que leur expertise recommandait la poursuite des consultations auprès des membres de la communauté de Manawan.

Pour cette communauté autochtone, encore ébranlée par le décès de Joyce Echaquan dans les circonstances tragiques et révoltantes que nous connaissons, ce nouvel épisode vient renforcer l'idée que le racisme systémique constitue un mécanisme si bien ancré, malgré le déni de votre gouvernement, qu'il équivaut à l'éléphant dans la pièce que certains n'osent montrer du doigt.

L'an dernier, presque à pareille date, le Canada tout entier se trouvait enlisé dans une crise liée aux interruptions du trafic ferroviaire en appui aux chefs héréditaires wet'suwet'en, lesquels réclamaient la suspension du projet Coastal GasLink sur leur territoire ancestral. Quel enseignement votre gouvernement a-t-il tiré de ces événements ?

Votre gouvernement s'était engagé à entretenir, avec les Premières Nations et les Inuits, un dialogue de nation à nation afin d'avancer ensemble vers la réconciliation. Il convient de constater que, dans un cas comme celui-ci, où les intérêts financiers semblent primer, la réconciliation devra encore attendre.